

LE LAB

bpifrance

ENQUÊTE ETI 2025

**DE L'ATTENTISME FACE
AUX INCERTITUDES**

Établie par la loi de modernisation de l'économie de 2008, **la catégorie des Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI, cf. Méthodologie) est née d'une réflexion collective sur la nécessité d'améliorer la compétitivité des entreprises françaises** et de faciliter la croissance des PME. Cette réflexion est notamment partie du constat d'une nette divergence entre les performances françaises à l'export et celles allemandes, qui ne pouvait s'expliquer seulement par une différence de composition sectorielle. Autre facteur en cause : un déficit d'entreprises de taille intermédiaire dynamiques à l'export, relativement au voisin allemand.

Cette nouvelle catégorie a permis d'élaborer des statistiques mettant en évidence le rôle majeur de ces entreprises dans l'économie française. Les 6800 ETI du secteur principalement marchand non agricole et non financier recensées par l'INSEE en 2022 concentrent près de 30 % du chiffre d'affaires total réalisé par les entreprises localisées en France et un quart des effectifs salariés. Elles participent en outre à dynamiser les territoires : 80 % des ETI disposent d'un établissement en dehors d'Île-de-France selon la DGE.

Ces entreprises sont incontournables dans le paysage industriel français. Les ETI industrielles ont en particulier plutôt bien résisté au phénomène de désindustrialisation observé en France (cf. France Stratégie). En 2022, on dénombrait 2000 ETI industrielles, regroupant près d'un tiers des salariés de l'ensemble des ETI. Elles jouent dès lors un rôle clé dans le commerce extérieur, concentrant 28 % du chiffre d'affaires global réalisé à l'export.

Les ETI ont ainsi un rôle essentiel à jouer dans la réindustrialisation et le redressement de la balance commerciale. Entre 2022 et 2024, elles ont ouvert près de deux fois plus d'usines et ont opéré plus d'extensions que les grandes entreprises (cf. DGE).

Ayant pris conscience du potentiel économique des ETI, plusieurs initiatives ont été conduites ces dernières années, comme la Stratégie Nation ETI lancée début 2020, ou le programme ETIncelles initié en 2023.

Comment aider au développement des ETI ? Très tôt, Bpifrance s'est emparée de la question. Pour y répondre, il fallait d'abord suivre leur activité et appréhender les freins à leur croissance, tant en France qu'à l'étranger. C'est l'objectif de notre enquête annuelle de conjoncture. Au-delà des thématiques récurrentes couvrant l'évolution du chiffre d'affaires, des effectifs, de l'activité à l'international, de la situation financière, des investissements et des difficultés rencontrées pour les financer, **cette enquête vise également à sonder les dirigeants sur les principaux défis contemporains.** C'est le cas de cette 15^{ème} édition, qui s'intéresse aux principaux risques et défis au niveau mondial, ainsi qu'à la dynamique des investissements pour la transition écologique.

Les résultats de cette enquête sont riches d'enseignements pour les ETI elles-mêmes, mais aussi pour les acteurs convaincus de l'importance de leur rôle dans l'économie française.

MÉTHODOLOGIE

Ces résultats proviennent de la 15e enquête de conjoncture menée par Bpifrance auprès des entreprises de taille intermédiaire (ETI) entre mi-mars et mi-mai 2025. Cette enquête initiée en 2011 est actualisée chaque année.

Définitions

La catégorie des **entreprises de taille intermédiaire (ETI)** a été introduite par la loi de modernisation de l'économie d'août 2008, et précisée dans le décret de décembre 2008. Ce sont des entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des petites et moyennes entreprises (PME)⁽¹⁾ et qui :

- D'une part occupent moins de 5000 salariés,
- D'autre part ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 Md€ ou un total bilan annuel n'excédant pas 2 Md €.

Elles se situent donc entre PME et **les grandes entreprises (GE)**.

Une définition précise du **caractère innovant ou non d'une entreprise** est donnée en p. 26 de cette étude. Par ailleurs, **une ETI est dite fortement internationalisée** si elle réalise plus de 25 % de son chiffre d'affaires à l'international, **moyennement internationalisée** lorsqu'elle y réalise entre 5 % et 25 % et **faiblement internationalisée** lorsqu'elle y réalise moins de 5 %.

Une tête de groupe est une société non contrôlée (directement ou indirectement) par une autre société. Cette société doit, en outre, posséder au moins une filiale. Elle est dite « nationale », lorsque la société a domicilié son siège social en France.

⁽¹⁾ Entreprises employant moins de 250 salariés et dont le chiffre d'affaires annuels ne dépasse pas 50 M € ou le bilan annuel de 43 M€

Echantillon d'analyse et méthode de redressement

Un questionnaire a été adressé à ces entreprises mi-mars. Sur les 935 questionnaires reçus avant le 14 mai, 615 ont été validés pour constitution de l'échantillon d'analyse.

Ont été écartées les entreprises hors critères ETI, à tête de groupe étrangère et celles dont le questionnaire était incomplet ou mal rempli.

Cet échantillon a ensuite été redressé en fonction de 3 critères:

- La taille
- Le secteur
- La région

L'analyse porte sur les données consolidées lorsqu'il y en a d'établies (plus de 80 % de l'échantillon), sinon sur les données sociales de l'entreprise répondante.

Indicateur et solde d'opinion

Les indicateurs calculés en solde d'opinion sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateur en évolution = $[(\% \text{ « en hausse »}) - (\% \text{ « en baisse »})] \times 100$
- Indicateur en niveau = $[(\% \text{ « aisé »}) - (\% \text{ « difficile »})] \times 100$

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

Les ETI françaises sont confrontées à des difficultés de demande de plus en plus prégnantes. Les carnets de commandes sont de nouveau attendus en dégradation cette année, après s'être déjà sensiblement dégarnis en 2024. Les perspectives de demande dégradées deviennent ainsi le premier frein à l'activité des ETI, citées par 52 % d'entre elles, soit 10 points de plus que l'an dernier. Dans ce contexte, le solde d'opinion relatif aux perspectives d'activité perd 20 points sur un an et tombe à +10. Celui relatif à l'évolution des effectifs en France baisse d'une ampleur similaire (-18 points à +7). L'activité et les embauches ralentiraient nettement dans les Services, où les carnets de commandes se détérioreraient le plus. Dans l'Industrie / Construction, le ralentissement serait moins marqué grâce à des carnets de commande qui, bien qu'encore faibles, se regarniraient un peu.

L'environnement des ETI est perturbé par les conflits géopolitiques, la montée des tensions commerciales et la concurrence, qui inquiètent fortement près de 40 % d'entre elles. **Dans ce contexte, l'activité à l'international ralentirait cette année.** Le solde prévisionnel relatif à l'évolution des exportations perd 13 points sur un an, à +9. Les exportations ralentiraient notamment chez les ETI les plus internationalisées (-22 points, à +11). Bien que plus inquiètes que les autres par le contexte international, ces dernières restent malgré tout plus optimistes que les non-internationalisées quant à leurs perspectives, que ce soit en termes d'activité ou de trésorerie, mais pas d'investissement.

Le ralentissement de la demande pèse sur la trésorerie des ETI. Après une année 2024 marquée par une situation de trésorerie plus dégradée que l'année précédente, les ETI s'attendent de nouveau à une détérioration en 2025 : elles sont en effet 11 % de plus à prévoir une dégradation de leur trésorerie qu'une amélioration, une proportion supérieure de 7 points à sa moyenne historique. Tous les secteurs d'activité sont concernés, en particulier les Services, où les ETI sont bien plus pessimistes que l'an dernier.

Malgré un niveau de trésorerie plus dégradé, les difficultés d'accès au financement de court et de long terme ne se sont pas accentuées. Environ 1 ETI sur 5 déclarent avoir rencontré des difficultés pour accéder à un crédit de trésorerie ou d'investissement. Une proportion stable sur un an, qui reste proche de sa moyenne historique. Avec le reflux progressif des taux d'intérêt, le resserrement des conditions d'accès au crédit freine un peu moins l'accès au financement. Cet obstacle reste néanmoins plus contraignant qu'en moyenne par le passé, en particulier pour les ETI de l'Industrie/Construction qui financent près de la moitié de leurs investissements par de l'endettement.

Le ralentissement de l'activité, la dégradation de trésorerie des ETI et l'incertitude les conduisent à nettement freiner leurs investissements cette année. Le solde prévisionnel baisse de 11 points sur un an et tombe en territoire négatif, à -1, soit 20 points en-dessous de sa moyenne de long terme. L'investissement se tasserait le plus fortement chez les ETI de l'Industrie / Construction et pour celles ayant des activités liées à l'innovation. Dans ce contexte, les ETI restent peu nombreuses à avoir des projets de croissance externe, seulement 12 % envisagent de créer une nouvelle filiale cette année. Elles sont encore moins nombreuses à envisager de tels projets à l'étranger (10 % soit la proportion la plus basse enregistrée depuis le début de l'enquête).

En 2025, les ETI freineraient également leurs investissements verts, mais de façon bien moins marquée que les investissements pris dans leur ensemble. Les ETI sont 23 % de plus à vouloir augmenter leurs investissements verts cette année qu'à les réduire, une proportion en baisse de 5 points sur un an. Par ailleurs, **ce contexte peu favorable à l'investissement ne semble pas remettre en cause les investissements verts à moyen terme** : 62 % des ETI prévoient de les augmenter au-delà de cette année (63 % l'an dernier). Ils pourraient néanmoins ralentir un peu, la part de celles qui envisagent de les accroître sensiblement reculant de 7 points par rapport aux anticipations de l'an dernier.

LES CHIFFRES CLÉS



+10

Solde d'opinion sur l'évolution
de l'activité

En baisse de 20 points sur un an



-11

Solde d'opinion sur l'évolution de
la situation de trésorerie

En baisse de 2 points sur un an



-1

Solde d'opinion sur l'évolution
de l'investissement

En baisse de 11 points sur un an



54%

Part des ETI citant l'insuffisance de
la demande actuelle ou future parmi
les principaux freins à leur activité

En hausse de 10 points sur un an



68%

Part des ETI inquiètes de la montée
des tensions commerciales

Dont 24 % très inquiètes



+23

Solde d'opinion sur l'évolution des
investissements verts

En baisse de 5 points sur un an

SOMMAIRE

1

EN 2025, L'ACTIVITÉ ET LES EMBAUCHES RALENTIRAIENT, PLUS FORTEMENT DANS LES SERVICES.

2

LA TRÉSORERIE SE DÉGRADERAIT ET L'INVESTISSEMENT SE TASSERAIT. LA TRANSITION VERTE NE SERAIT PAS REMISE EN CAUSE.

3

TENSIONS GÉOPOLITIQUES, COMMERCIALES ET CONCURRENCE INTERNATIONALE : UN RISQUE POUR L'ACTIVITÉ DES ETI EN 2025.

4

SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX INDICATEURS.

5

PORTRAIT DES ETI FRANÇAISES : DES ENTREPRISES INNOVANTES ET INTERNATIONALISÉES.



1

**EN 2025, L'ACTIVITÉ ET LES
EMBAUCHES RALENTIRAIENT,
PLUS FORTEMENT DANS LES
SERVICES.**

L'ACTIVITÉ DES ETI RALENTIRAIT EN 2025, EN PARTICULIER DANS LES SERVICES.

EN 2025, L'ACTIVITÉ DES ETI RALENTIRAIT DE NOUVEAU. ELLE RESTERAIT PLUS DYNAMIQUE QUE LA MOYENNE CHEZ LES ETI INNOVANTES ET DE GRANDE TAILLE.

À +10, le solde d'opinion relatif à l'évolution anticipée du chiffre d'affaires pour cette année perd 20 points sur un an et s'établit à un niveau inférieur de 20 points à sa moyenne observée sur 2011-2024. Ce net repli s'explique surtout par une augmentation de la part d'ETI anticipant une activité stable (+12 pts sur un an) au détriment de celle anticipant une hausse (-16 pts). La part de celles anticipant une baisse de l'activité n'augmente que bien plus modérément (+4 pts). À 21 %, elle atteint toutefois son plus haut niveau (hors crise sanitaire).

Par taille, le solde d'opinion reflue le moins chez les ETI de moins de 250 salariés (-5 pts sur un an contre -25 pts pour les eti de 250 à 500 salariés et -21 pour celles de plus de 500 salariés). L'indicateur reste néanmoins bien inférieur pour cette catégorie d'ETI relativement à celles de plus grande taille (solde à -6 contre +5 et +19).

Enfin, le solde d'opinion baisse d'une ampleur similaire chez les ETI innovantes et non-innovantes (-18 pts et -21 pts respectivement). L'activité resterait plus dynamique chez les premières, l'indicateur restant sensiblement supérieur (+15 contre +4).

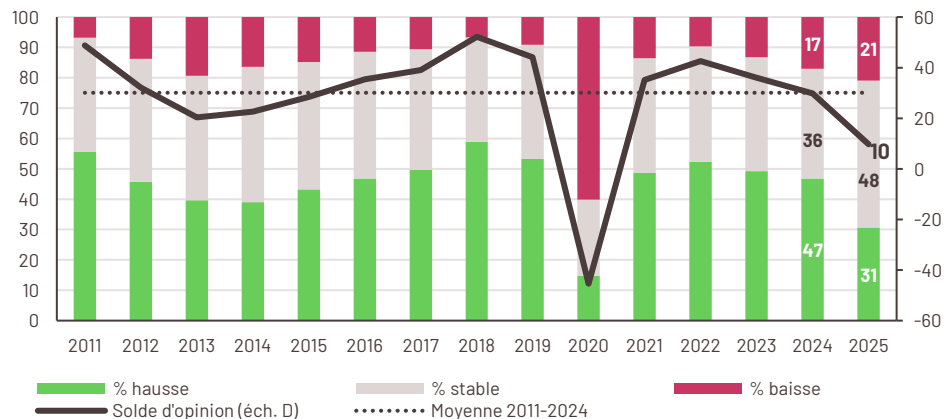
EN 2025, L'ACTIVITÉ RALENTIRAIT NETTEMENT DANS LES SERVICES. ELLE RÉSISTERAIT UN PEU MIEUX DANS L'INDUSTRIE MAIS Y RESTERAIT PEU DYNAMIQUE.

Par secteur, les perspectives d'évolution de l'activité se dégradent franchement dans les Services, qui avait affiché une certaine résilience l'an passé : les soldes d'opinion perdent respectivement 23 et 24 points dans le Commerce, Transport, Tourisme et les autres Services (aux ménages et entreprises) pour atteindre +3 et +22, soit un niveau inférieur de respectivement 20 et 17 points à leur moyenne historique.

Le ralentissement serait moins marqué dans l'Industrie / Construction, qui résisterait un peu plus cette année. La baisse du solde d'opinion (-8 pts pour atteindre +8) est en effet moins prononcée que dans les Services, mais aussi que celle observée l'an passé (-18 pts). La part de celles prévoyant une baisse de l'activité reflue par ailleurs de 2 points. L'indicateur reste malgré tout 22 pts sous sa moyenne historique (+30), témoignant d'une activité qui resterait assez peu dynamique dans ce secteur.

Prévisions d'évolution du chiffre d'affaires pour l'année en cours

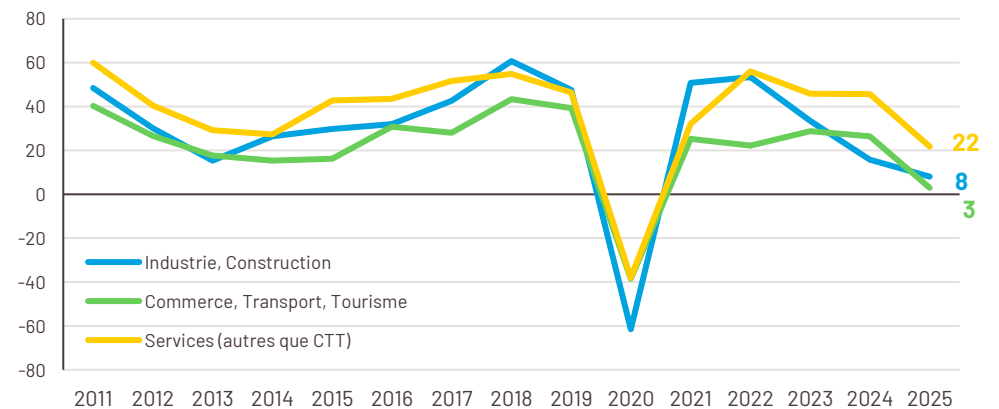
(part en % et solde d'opinion en %)



Champ : Total (N = 615), échantillon redressé; Source : Bpifrance Le Lab

Prévisions d'évolution du chiffre d'affaires pour l'année en cours par branche

(solde d'opinion en %)



Champ : Total (N = 615), échantillon redressé; Source : Bpifrance Le Lab

APRÈS S'ÊTRE NETTEMENT DÉGARNIS L'AN DERNIER, LES CARNETS DE COMMANDES SE DÉGRADERAIENT DE NOUVEAU EN 2025.

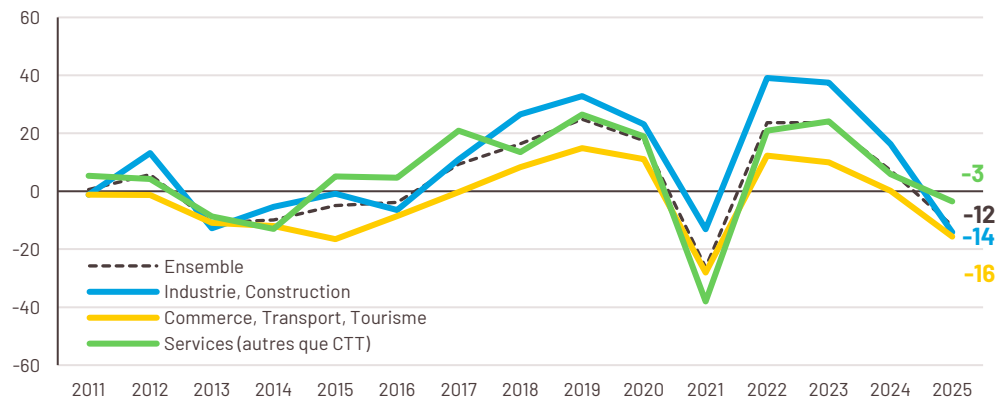
EN 2024, LES CARNETS DE COMMANDES SE SONT NETTEMENT DÉGARNIS, NOTAMMENT CHEZ LES ETI INDUSTRIELLES ET LES PLUS INTERNATIONALISÉES

En 2024, les carnets de commandes des ETI ont été bien moins garnis que l'année précédente. Elles sont 12 pts de plus à juger leurs carnets de commandes de l'an dernier à un niveau faible plutôt que bien garnis. L'indicateur en solde d'opinion perd ainsi 19 pts sur un an, passant en territoire négatif.

Si l'ensemble des secteurs ont été concernés par cette dégradation, son ampleur a été très hétérogène. Elle a été particulièrement forte chez les ETI de l'Industrie / Construction : le solde d'opinion perd en effet 30 pts sur un an et tombe à -14, soit un niveau inférieur de 26 pts à sa moyenne historique. Dans les Services, les carnets de commandes se sont davantage dégnis chez les ETI du Commerce, Transport, Tourisme (-16 pts sur un an, à -16 contre -2 en moyenne historique) que dans les autres Services (-9 pts à -3 contre +6).

Enfin, les ETI internationalisées ont vu leurs carnets de commandes se dégnir plus fortement que celles essentiellement centrées sur le marché domestique. L'indicateur reflue de 35 pts chez celles réalisant entre 5 % et 25 % de leur chiffre d'affaires à l'étranger (solde à -13), et de 26 pts chez celles y réalisant plus de 25 % (à -18). Chez celles les moins internationalisées (moins de 5 % du CA), le solde perd 8 pts (à -7).

Jugement sur l'état des carnets de commandes l'année précédente
(solde d'opinion en %)



Champ : Total (N = 615), échantillon redressé; Source : Bpifrance Le Lab
Note : En 2025, les ETI ont été 12% de plus à déclarer des carnets de commandes faibles plutôt que bien garnis en 2024.

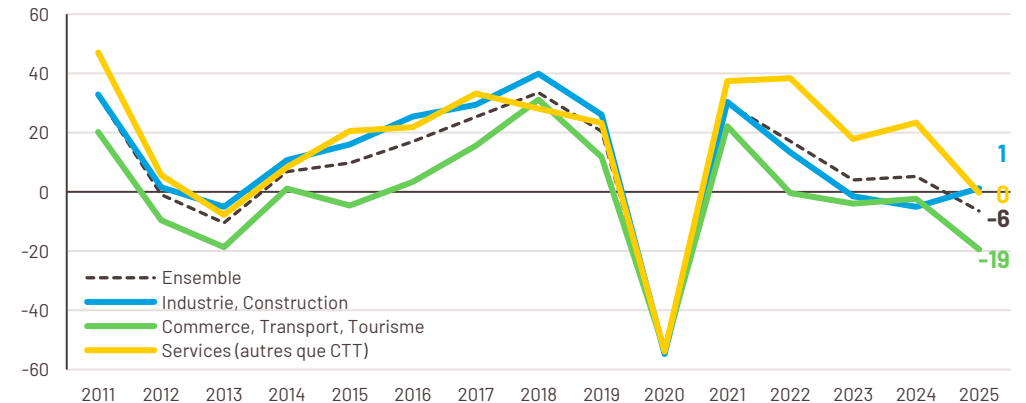
EN 2025, LES CARNETS DE COMMANDES SE DÉGRADERAIENT DANS LES SERVICES. ILS SE REGARNIRAIENT UN PEU DANS L'INDUSTRIE MAIS RESTERAIENT À UN NIVEAU FAIBLE.

En 2025, les ETI anticipent une nouvelle dégradation de leurs carnets de commandes, après une année 2024 déjà marquée par un point bas : le solde d'opinion perd près de 12 points et s'établit en territoire négatif, à -6 (un niveau de 16 pts inférieur à sa moyenne historique).

Les carnets de commandes se détérioreraient avant tout dans les Services : l'indicateur prévisionnel reflue de 17 points dans le Commerce, Transport, Tourisme (à -19 contre +1 en moyenne historique) et de 24 points dans les autres Services (à 0 contre +17). La part de celles qui prévoient une dégradation augmente d'ailleurs de 10 et 11 pts respectivement.

Dans l'Industrie / Construction, les carnets de commande ne se garniraient que très légèrement : le solde d'opinion s'accroît de 6 pts pour atteindre +1. L'indicateur reste néanmoins à un niveau nettement inférieur à sa moyenne historique (+11). La demande dans ce secteur resterait donc à un niveau faible cette année.

Prévisions d'évolution des carnets de commandes pour l'année en cours
(solde d'opinion en %)



Champ : Total (N = 615), échantillon redressé; Source : Bpifrance Le Lab

LES DIFFICULTÉS DE DEMANDE DEVIENNENT LE PREMIER FREIN À L'ACTIVITÉ DES ETI. LEURS PARTS DE MARCHÉS SONT PAR AILLEURS DE PLUS EN PLUS CONTESTÉES.

Dans un contexte où les carnets de commandes se dégradent, les difficultés de demande deviennent un frein majeur à la l'activité des ETI :

- **Le manque actuel de débouchés pèse sur l'activité de 15 % des ETI en moyenne, une proportion en hausse de 7 pts sur un an.** Les ETI de l'Industrie / Construction sont les plus concernées, cette part atteignant 21 % (+10 pts sur un an) contre 11 % dans le Commerce, Transport, Tourisme (+3 pts) et 12 % dans les autres Services(+6 pts).
- **Mais ce sont bien davantage des perspectives de demande dégradées qui freinent l'activité des ETI.** Elles préoccupent désormais un peu plus d'une ETI sur deux (+10 points sur un an) devenant le 1^{er} frein à leur activité. Ces difficultés se sont davantage accrues dans le Commerce, Transport, Tourisme (+9 points sur un an) et les autres Services (+10 points) que dans l'Industrie / Construction (+6 points). Elles restent néanmoins plus prégnantes dans l'Industrie / Construction, citées par 60 % d'entre elles, que dans le Commerce, Transport, Tourisme (51%) et les autres Services(43 %).
- **Au total, 54 % des ETI sont freinées par des contraintes de demande** (actuelles ou futures), une part toutefois inférieure à celle relative aux TPE/PME (cf. encadré infra).



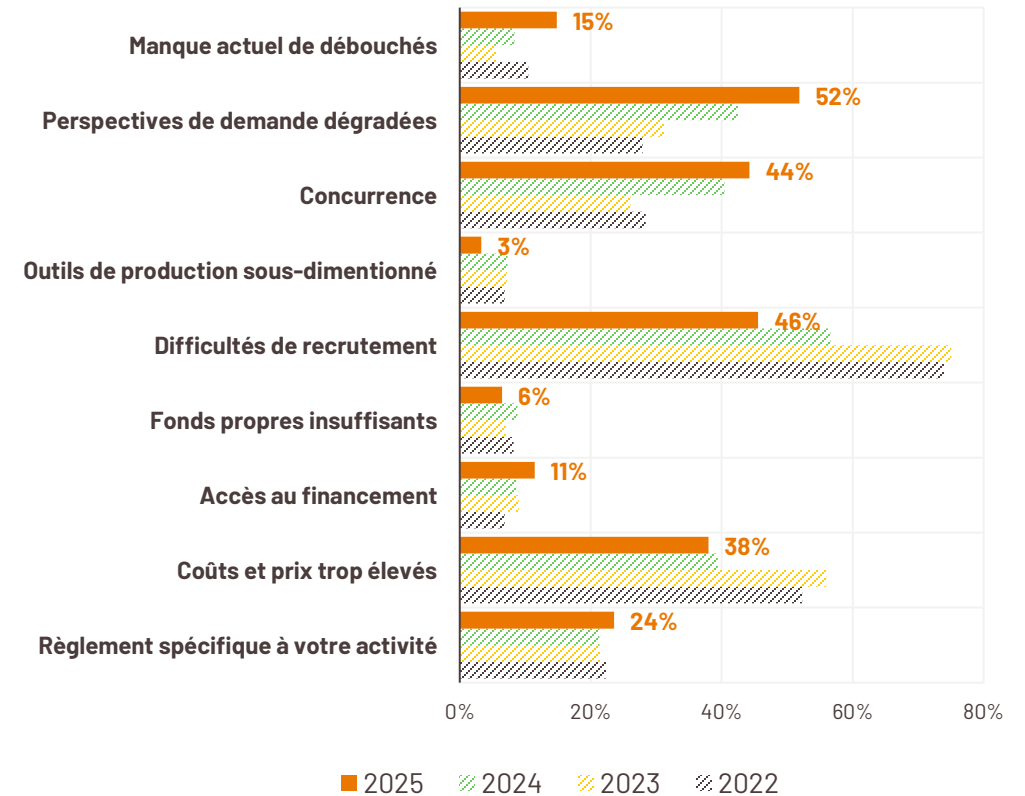
Interrogées en avril, les TPE/PME font aussi état d'une hausse des difficultés de demande (cf. Baromètre Bpifrance Le Lab / Rexecode, mai 2025) : la part de dirigeants citant l'insuffisance de la demande, qu'elle soit présente ou future, comme l'un des principaux freins à leur croissance atteint un niveau particulièrement élevé (64 %, soit +14 points sur un an).

En outre, la pression concurrentielle sur les ETI s'intensifie :

- Elle concerne désormais 44 % des ETI, soit 4 points de plus que l'an dernier. Elle s'accroît en particulier dans le Commerce , Transport, Tourisme (+5 points sur un an à 46 %) et dans les Services aux entreprises (+8 points à 54 %). Dans l'Industrie / Construction, 38 % des ETI interrogées sont concernées, une proportion stable sur un an (37 %).
- **Les ETI des Services aux entreprises sont d'ailleurs les plus nombreuses à déclarer être confrontées à des pratiques de dumping*** (51 % dont 15 % y seraient souvent confrontées, contre 47 % dont 9 % en moyenne). Les ETI industrielles sont quant à elles moins nombreuses à déclarer y être confrontées (39 % dont un peu moins de 6 % le seraient souvent).

En revanche, dans ce contexte de ralentissement de l'activité et de l'emploi (cf. slide suivante), **les difficultés de recrutement continuent de se dissiper** et ce, quel que soit le secteur. Elles concernent désormais 46 % des ETI en moyenne (après 57 % en 2024 et 75 % en 2023).

Jugement sur les obstacles à la bonne marche et au développement de l'entreprise
(en %)



Champ : Total (N = 615), échantillon redressé; Source : Bpifrance Le Lab

À L'INSTAR DE L'ACTIVITÉ, LES ETI RALENTIRAIENT LEURS EMBAUCHES EN 2025

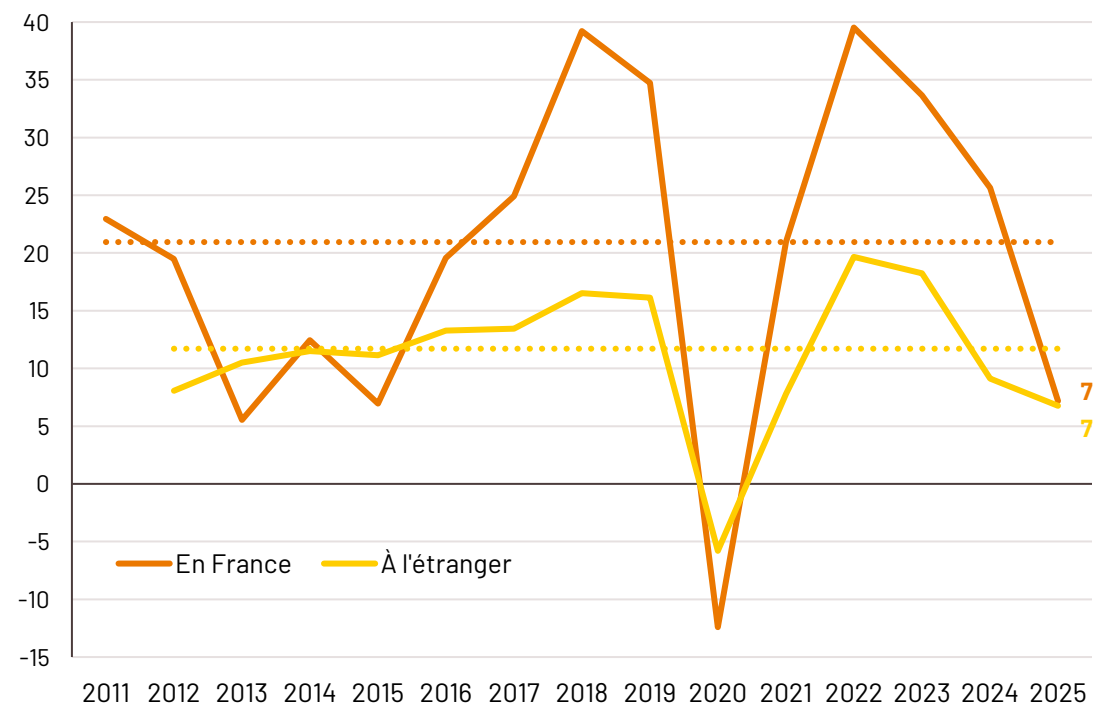
Le ralentissement de l'activité anticipé par les ETI cette année devrait de nouveau se traduire par moins d'embauches, en France et dans une moindre mesure à l'étranger.

- Le solde prévisionnel des effectifs en France, où les ETI nationales rassemblent 89 % de leurs effectifs mondiaux en moyenne, perd 18 points pour s'établir +7. Les embauches en France seraient donc moins dynamiques qu'en moyenne par le passé, le solde d'opinion ayant rejoint un niveau inférieur de 14 points à sa moyenne historique.
- À l'étranger, les embauches ralentiraient également en 2025, quoique bien plus modérément qu'en France : à +7, le solde d'opinion perd seulement 2 points s'éloignant toutefois un peu plus de sa moyenne de long terme (+12).

À l'instar de l'activité, les créations d'emploi en France ralentiraient le plus fortement dans les Services : le solde prévisionnel diminue de 24 points dans le Commerce, Transport, Tourisme et de 19 points dans les autres Services, pour rejoindre respectivement +1 et +15. À +8, l'indicateur dans l'Industrie / Construction perd 9 points

Par taille, les embauches ralentiraient le plus parmi les ETI de plus de 500 salariés après une année 2024 caractérisée par des créations d'emplois encore relativement dynamiques par rapport à son rythme historique : le solde prévisionnel perd 24 pts sur un an et tombe à +8. Le reflux de l'indicateur est moindre pour les ETI plus petites : -12 pts pour celles de 250 à 500 salariés (solde à +9) et -14 pts pour celles de moins de 250 salariés (à +3). La part des ETI de plus de 500 salariés qui prévoient une baisse des effectifs en France atteint d'ailleurs 18 % (soit +7 pts sur un an), contre 16 % chez celles de 250 à 500 salariés (+4 points) et 12 % chez celles de moins de 250 salariés (+4 pts).

Prévisions d'évolution des effectifs pour l'année en cours
(solde d'opinion en %)



Champ : Total (N = 615), échantillon redressé; Source : Bpifrance Le Lab



2

**LA TRÉSORERIE SE DÉGRADERAIT ET
L'INVESTISSEMENT SE TASSERAIT.
LA TRANSITION VERTE NE SERAIT
PAS REMISE EN CAUSE.**

LE NIVEAU DE TRÉSORERIE DES ETI SE DÉGRADERAIT DE NOUVEAU EN 2025, NOTAMMENT DANS LES SERVICES.

LA SITUATION DE TRÉSORERIE DES ETI FRANÇAISES S'EST DÉGRADÉE L'AN DERNIER.

En 2024, la montée des difficultés de demande et le ralentissement de l'activité se sont traduits par une situation de trésorerie plus dégradée qu'en 2023. À 25 %, la part des ETI jugeant leur situation de trésorerie difficile s'est accrue de 5 pts et est supérieure d'un peu plus de 10 pts à celle des ETI la jugeant aisée. En définitive, l'indicateur en solde d'opinion perd 10 pts et s'établit à un niveau nettement inférieur à sa moyenne historique (-10 contre +5).

L'indicateur reflue dans l'ensemble des secteurs, et dans une ampleur similaire. Il perd 11 points dans l'Industrie / Construction (solde à -12), 10 pts dans le Commerce, Transport, Tourisme (CTT, -16) et 9 pts dans les autres Services (-1). Toutefois, la part des ETI jugeant leur situation difficile en 2024 s'accroît davantage dans le Commerce, Transport, Tourisme (+7 points) que dans les autres secteurs (+3 points dans l'Industrie / Construction notamment).

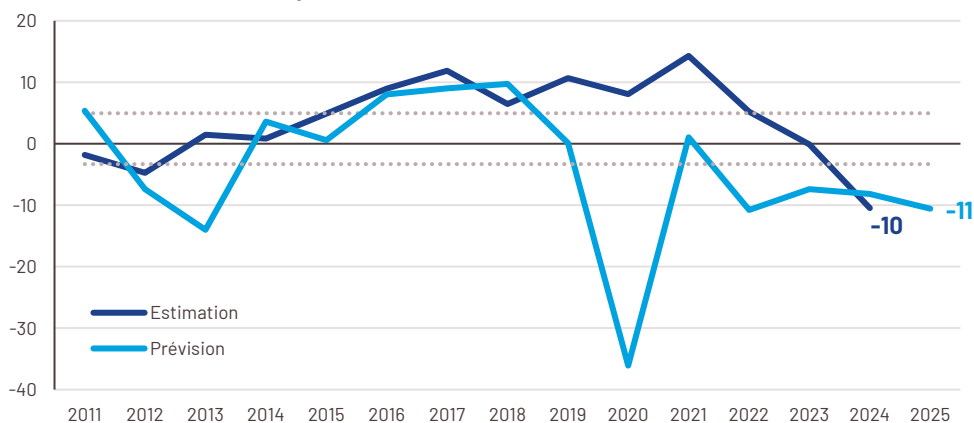
Par taille, cette dégradation concerne toutes les ETI mais davantage celles de plus de 500 salariés (solde d'opinion à -15, soit -14 points sur un an).

LES ETI PRÉVOIENT UNE NOUVELLE DÉTÉRIORATION DE LEUR TRÉSORERIE CETTE ANNÉE.

Si la part des ETI anticipant une dégradation de leur trésorerie cette année se maintient à 22 %, elle reste assez supérieure à celle prévoyant une amélioration (11 %, -2 points sur un an). À -11, le solde prévisionnel s'éloigne finalement un peu plus de sa moyenne historique (-3).

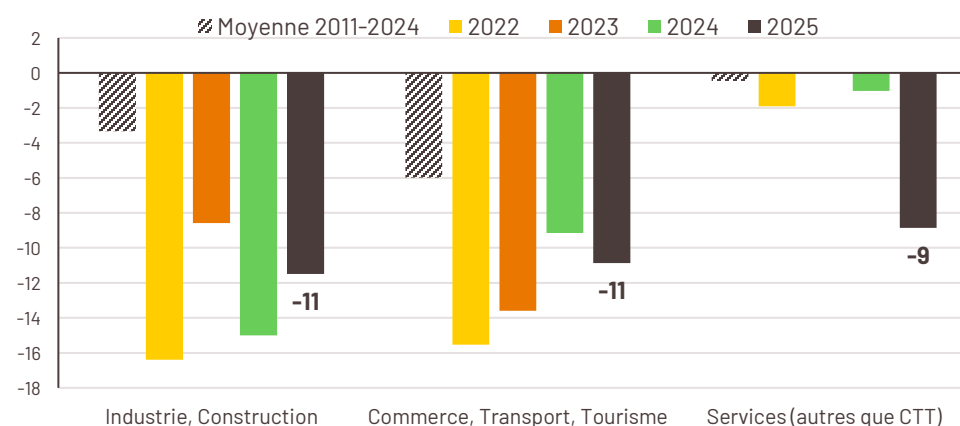
Les ETI des Services sont plus pessimistes que l'an dernier quant à l'évolution de leur situation de trésorerie dans un contexte où leurs difficultés de demande s'accroissent. C'est le cas en particulier des ETI des Services autres que CTT dont le solde d'opinion perd 8 points sur un an et tombe à -9. Dans le CTT, le solde d'opinion se replie seulement de 2 points, pour atteindre -11. Les ETI de l'Industrie / Construction sont quant à elle moins pessimistes que l'an dernier, probablement grâce à une légère embellie de leurs carnets de commandes. À -11, le solde d'opinion gagne près de 4 points, grâce à une proportion moindre de dirigeants prévoyant une dégradation (-3 points sur un an) mais reste nettement sous sa moyenne historique. Enfin, la situation de trésorerie se dégraderait chez les ETI de plus de 250 salariés, notamment chez celles de plus de 500 salariés (solde d'opinion à -8, soit -3 pts sur un an).

Estimation de la situation de trésorerie de l'année passée et évolution attendue pour l'année en cours (solde d'opinion en %)



Champ : Total (N = 615), échantillon redressé; Source : Bpifrance Le Lab

Évolution attendue de la situation de trésorerie pour l'année en cours (solde d'opinion en %)



Champ : Total (N = 615), échantillon redressé; Source : Bpifrance Le Lab

DES CONDITIONS DE CRÉDITS STABLES.

Malgré une dégradation de la situation de trésorerie moyenne des ETI, les difficultés d'accès aux financements de court et de long terme ne se sont pas accrues. Les proportions d'ETI déclarant avoir rencontré des difficultés pour financer leur exploitation courante et leurs investissements sont stables sur un an, à 21 % et 19 % respectivement, soit des niveaux très proches de leur moyenne historique (19 % et 18 %). **Cette stabilité mesurée en moyenne masque néanmoins des disparités sectorielles :**

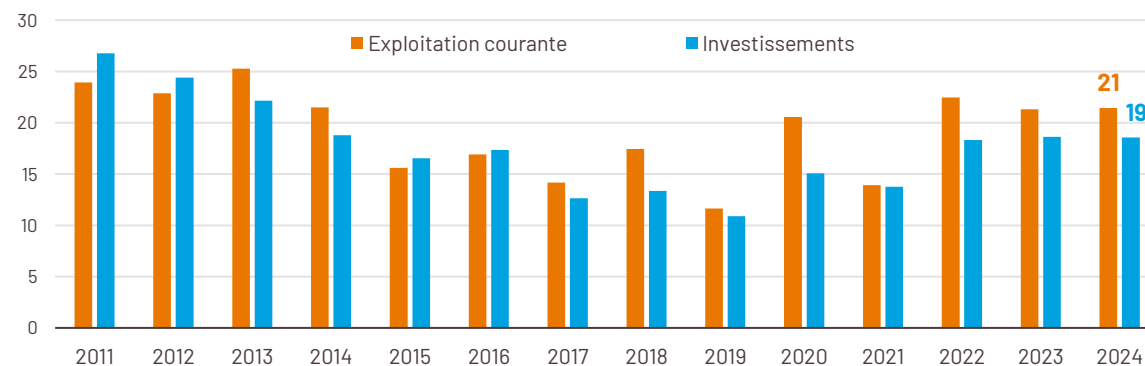
- La part des ETI ayant rencontré des difficultés d'accès au crédit de trésorerie s'est accrue de 5 points dans le Commerce, Transport, Tourisme (CTT, à 20 % contre 18 % en moyenne sur 2011-24), tandis qu'elle s'est réduite de près de 7 points dans les autres Services (à 18 % contre 20 % en moyenne de LT) et est restée stable dans l'Industrie / Construction (26 %), à un niveau assez supérieur à sa moyenne historique (20 %).
- Les ETI de l'Industrie / Construction, qui financent 47 % de leurs investissements par de l'endettement, sont 23 % avoir été confrontées à des difficultés d'accès aux crédits à l'investissement. Une part certes en baisse de 3 pts mais encore supérieure à sa moyenne de long terme (19 %). Dans les Services, cette part reste inférieure à leur moyenne historique (15 % contre 16 % en moyenne sur 2011-24 dans le CTT et 17 % contre 19 % dans les autres Services).

La réduction des marges reste le principal obstacle à l'accès au financement et ce, quel que soit le secteur d'activité, avec une proportion d'ETI concernées qui est restée proche de sa moyenne historique. **Les contraintes de bilan** (niveau de fonds propres et d'endettement) **pèsent sur l'accès au financement pour une proportion d'ETI similaire à l'an dernier, et restent plus contraignantes que par le passé.**

Dans un contexte de réduction progressive des taux d'intérêt, le resserrement des conditions d'accès au crédit constitue un obstacle au financement un peu moins prégnant que l'an dernier, cité par 21 % des ETI (-1 point sur un an). Il reste néanmoins plus contraignant qu'en moyenne par le passé (18 %). C'est le cas en particulier dans l'Industrie/Construction, où la part des ETI jugeant cet obstacle *important* voire *insurmontable* est stable à 27 % (contre 19 % en moyenne historique), alors qu'elle reflue dans les Services (-2 à -3 points, pour atteindre 16 % dans le CTT et 18 % dans les autres Services).

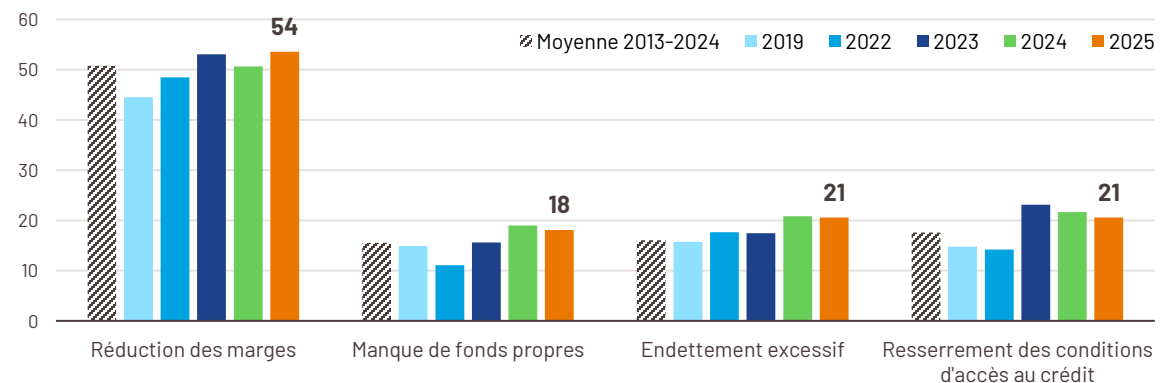
Difficultés d'accès au crédit pour financer l'exploitation courante ou les investissements

(Part des entreprises rencontrant certaines difficultés ou des difficultés très importantes, en %)



Jugement des ETI sur les obstacles à l'accès au financement

(obstacles jugés importants ou insurmontables, en %)



Champ : Total (N = 615), échantillon redressé; Source : Bpifrance Le Lab

APRÈS AVOIR RALENTI EN 2024, L'INVESTISSEMENT SE TASSERAIT DE NOUVEAU CETTE ANNÉE.

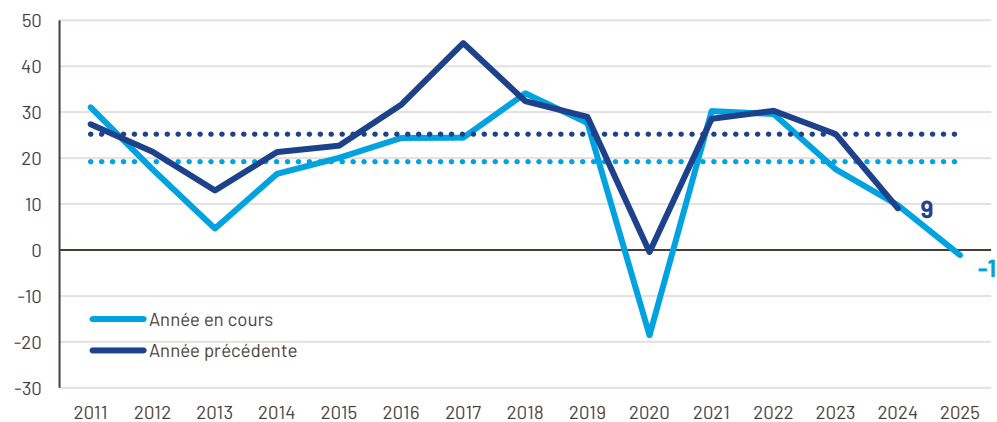
EN 2024, LES ETI ONT FREINÉ LEURS INVESTISSEMENTS, NOTAMMENT DANS CERTAINS SERVICES ET DANS L'INDUSTRIE.

En 2024, les ETI ont ralenti leurs investissements conformément à ce qu'elles anticipaient lors de la précédente enquête : 31 % avaient prévu de les augmenter, une proportion identique à celle des ETI ayant déclaré les avoir effectivement accrus. Le constat est le même s'agissant de la part des ETI ayant envisagé de les réduire (21 %). L'indicateur relatif à l'évolution des investissements l'an dernier tombe ainsi à +9 (-16 pts sur un an), sous son niveau moyen de long terme (+25). **Les ETI du Commerce, Transport, Tourisme sont celles ayant le plus ralenti leurs investissements.** L'indicateur perd 21 pts et tombe à +4 (la part de celles les ayant réduits s'étant accrue de 11 pts), alors qu'il ne perd que 6 pts dans les autres Services (solde d'opinion à +22). **Les investissements ont également nettement ralenti dans l'Industrie / Construction** (solde d'opinion à +5, soit -17 pts sur un an). **Par ailleurs, les ETI ayant des activités d'innovation ont davantage freiné leurs investissements que les autres** : à +12, le solde d'opinion perd 20 pts sur un an, contre -11 pts pour les ETI non-innovantes (solde à +7).

EN 2025, L'INVESTISSEMENT DES ETI SE TASSERAIT, EN PARTICULIER DANS L'INDUSTRIE ET PARMIS LES ETI AYANT DES ACTIVITÉS D'INNOVATION.

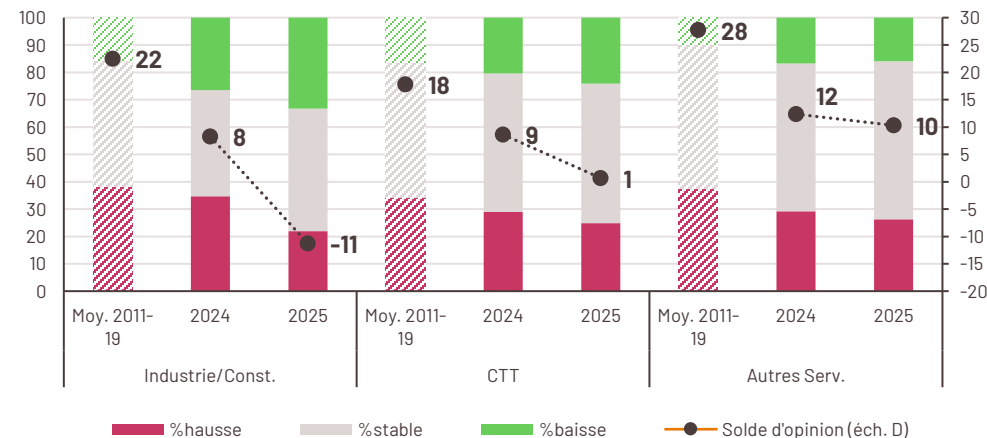
La part des ETI prévoyant de réduire leurs investissements cette année (à 25 % soit +4 pts sur un an) a atteint un niveau légèrement supérieur à celle des ETI prévoyant de les accroître. Le solde prévisionnel est ainsi entré en territoire négatif, à -1, se repliant de 11 pts sur un an et s'établissant très largement sous sa moyenne sur 2011-24 (19, +22 en moyenne pré-crise sanitaire). **Les investissements se tasseraient le plus fortement dans l'Industrie / Construction.** Le solde prévisionnel tombe à -11, soit une baisse de 20 pts sur un an et un niveau inférieur de 30 pts à sa moyenne 2011-24 (-34 pts vs. sa moyenne pré-crise sanitaire). **Les ETI innovantes sont particulièrement pessimistes pour 2025** : elles sont en effet 7 pts de plus à prévoir de réduire leurs investissements plutôt que de les augmenter (indicateur en baisse de 22 pts sur un an, 33 pts sous sa moyenne 2011-24 et 30 pts sous sa moyenne pré-crise sanitaire). Les non-innovantes sont un peu plus confiantes (solde à +5, soit +1 pt sur un an et 7 pts sous la moyenne historique). Dans ce contexte, **les ETI prévoient de moins recourir à l'endettement pour financer leurs investissements** : le solde prévisionnel atteint +8, soit une baisse de 6 pts sur un an (contre +17 en moyenne entre 2011 et 2024).

Estimation de l'investissement de l'année passée et évolution attendue pour l'année en cours (solde d'opinion en %)



Champ : Total (N = 615), échantillon redressé; Source : Bpifrance Le Lab

Evolution attendue de l'investissement pour 2025 par branche (solde d'opinion en %)



Champ : Total (N = 615), échantillon redressé; Source : Bpifrance Le Lab

EN 2025, LES ETI FREINERAIENT UN PEU LEURS INVESTISSEMENTS VERTS SANS REMETTRE EN CAUSE LEUR TRANSITION À MOYEN TERME.



EN 2024, LES ETI ONT CONTINUÉ D'INVESTIR POUR LEUR TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE, NOTAMMENT DANS L'INDUSTRIE.

En 2024, malgré un ralentissement des investissements pris dans leur ensemble, une ETI sur deux avait tout de même investi pour sa transition écologique et énergétique (TEE). Une proportion stable par rapport à l'année précédente. Toutefois, parmi celle ayant investi l'an dernier, 24 % y avaient consacré plus de 20 % de leurs investissements (12 % de l'ensemble des ETI interrogées), une part en baisse de 6 points sur un an. Les investissements verts ont représenté en moyenne 17 % des investissements totaux (contre 19 % l'an dernier). **Les ETI de l'Industrie / Construction restent celles qui investissent le plus dans leur TEE** : 57 % ont investi en 2024 (après 59 % en 2023), 51 % dans le Commerce, Transport, Tourisme (après 48 %) et 43 % dans les autres Services (après 46 %). par ailleurs, tandis que la part des ETI ayant consacré plus de 20 % de leurs investissements à la TEE est restée stable dans l'Industrie/Construction (15 %), elle s'est réduite de 4 à 5 points dans les Services, pour rejoindre 9 % à 13 %.

S'agissant spécifiquement de la décarbonation des activités industrielles, 81 % des ETI en ayant déclaré avoir mené au moins partiellement des actions visant à utiliser plus sobrement la matière, et 75 % à améliorer l'efficacité énergétique de leurs procédés. **60 % ont mené au moins partiellement des actions visant à électrifier leurs procédés.** Environ la moitié (51 %) déclare avoir augmenté le recours à des sources d'électricité renouvelables.

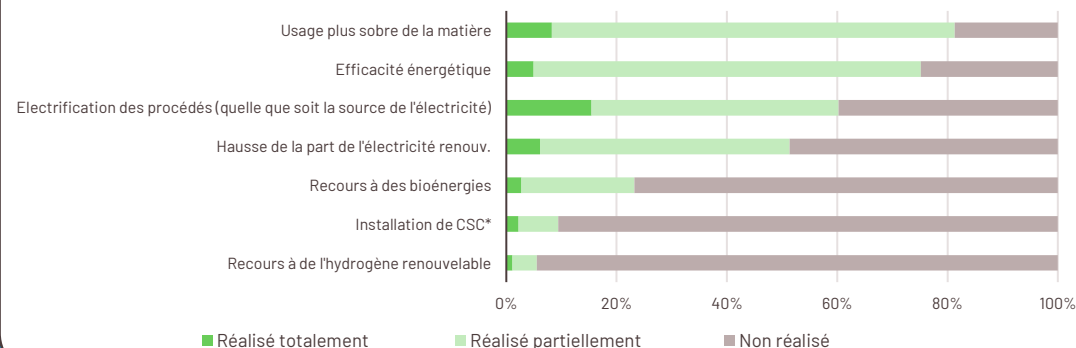
LES INVESTISSEMENTS VERTS SONT ATTENDUS EN RALENTISSEMENT CETTE ANNÉE MAIS AFFICHERAIENT UNE CERTAINE RÉSISTANCE.

En 2025, les ETI prévoient de ralentir un peu leurs investissements verts. Le solde prévisionnel perd 5 points sur un an et atterri à +23. Les dirigeants prévoyant d'augmenter leurs investissements verts restent donc bien plus nombreux que ceux comptant les réduire. **Ces investissements ralentiraient le plus dans l'Industrie / Construction** : à +20, l'indicateur perd 12 points. Dans le CTT, le solde d'opinion perd 1 point et s'établit à +25, et il se réduit de 6 points dans les autres Services (+21).

Au-delà de cette année, les ETI ne semblent pas remettre en cause leur TEE : 62 % prévoient d'augmenter leurs investissements verts au-delà de 2025 (63 % l'an dernier), même si la part de celles qui prévoient de les accroître sensiblement s'est réduite de 7 points (à 39 %). **Si la part des ETI qui prévoient de les augmenter au-delà de cette année est relativement stable dans l'Industrie / Construction** (63 % après 66 %), celle qui prévoit de les augmenter sensiblement tombe à 38 %, une baisse de 13 points sur un an (contre -3 à -5 points dans les Services, rejoignant une part comprise entre 38 % et 40 %). **Par taille, les ETI de plus 500 salariés sont les plus engagées** : 67 % prévoient d'accroître leurs investissements verts au-delà de cette année, contre 60 % pour celles de 250 à 500 salariés et 51 % pour celles de moins de 250 salariés.

Actions de décarbonation des activités industrielles réalisées

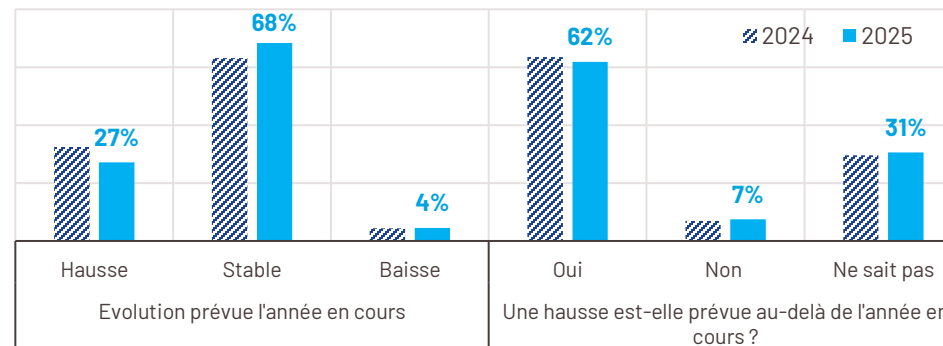
(en % des ETI ayant des activités industrielles)



Champ : ETI ayant une activité industrielle et ayant répondu correctement à la question (N = 181); Source : Bpifrance Le Lab. * CSC : Technologie de capture et de stockage du carbone.

Évolution prévue des investissements verts pour l'année en cours et au-delà

(en % de l'ensemble des ETI répondantes)



Champ : Total (N = 615), échantillon redressé; Source : Bpifrance Le Lab

EN 2024, LES CREATIONS DE FILIALES RÉSISTENT. LES ANTICIPATIONS POUR 2025 SONT TIMIDES.

EN 2025, LES ETI RESTENT PEU NOMBREUSES À VOULOIR CRÉER AU MOINS UNE FILIALE.

Malgré un contexte peu favorable à l'investissement, **les ETI françaises ont surpassé leurs anticipations de projets de croissance externe l'an dernier : 19 % ont créé au moins une filiale en France ou à l'étranger** (seulement 13 % l'envisageaient lors de l'enquête précédente). Une proportion stable mais inférieure à celle observée avant la crise sanitaire (25 % en moyenne sur 2011-19). Elle s'accroît dans l'Industrie/Construction, (+3 points sur an à 20 %, contre 26 % en moyenne pré-covid), et se maintient dans le Commerce, Transport, Tourisme (16 % contre 23 % en moyenne). Elle reflue de 4 points dans les autres Services (21 %, contre 26 % en moyenne).

En 2025, les ETI sont moins nombreuses à envisager de créer de nouvelles filiales : 12 % d'entre elles. Des intentions proches de celles formulées l'an dernier, mais très inférieures à leur moyenne pré-crise sanitaire (-14 points par rapport à sa moyenne 2011-19). Ces intentions rebondissent dans l'Industrie / Construction mais demeurent à un niveau faible (13 % après 8 % en 2024 mais contre 28 % en moyenne pré-crise sanitaire). À l'inverse, elles fléchissent dans le Commerce, Transport, Tourisme (9 % après 14 % et 25 % en moyenne). **Les projets de croissance externe à l'étranger reflueraient encore un peu plus : 10 % l'envisagent, soit 2 points de moins qu'en 2024.**

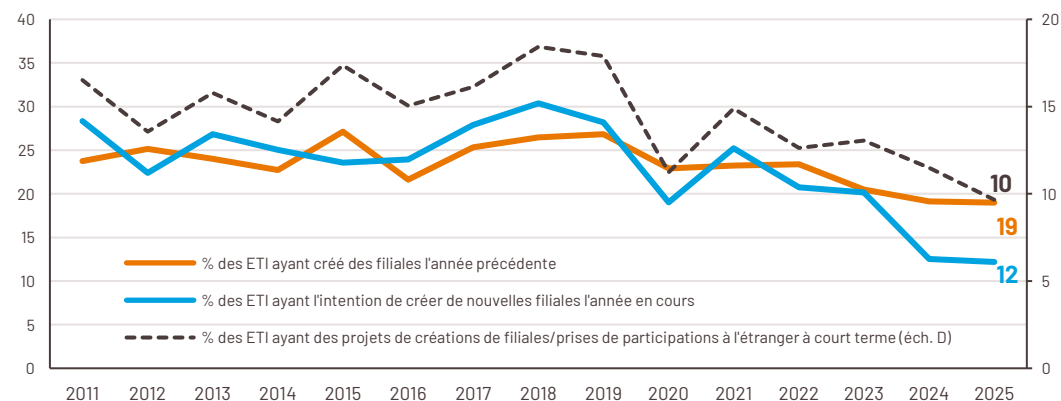
LES CRÉATIONS DE FILIALES RESTENT CONCENTRÉES EN UE, MÊME SI L'UNION PERD UN PEU EN ATTRACTIVITÉ AU PROFIT DE L'ASIE.

En 2024, les projets de croissance externe des ETI sur le territoire français semblent s'être concrétisés : 76 % des ETI ayant créé au moins une filiale l'an dernier, en ont créé au moins une en France (soit 14 % des ETI françaises interrogées), elles étaient 72 % à avoir manifesté cette intention lors la précédente enquête. Une proportion en hausse de 11 points sur un an. **En 2025, 71 % des ETI ayant des projets de créations de filiales prévoient d'en implanter une en France** (9 % des ETI interrogées), **une proportion stable sur un an.**

À l'étranger, les projets de croissance externe restent concentrés dans les pays de l'UE (61 % des ETI ayant des projets cette année). Si cette destination est un peu moins attractive qu'il y a un an (68 % en 2024), elle reste plus plébiscitée que durant les années pré-crise sanitaire (51 %). **Les ETI sont également moins nombreuses à s'orienter vers l'Amérique du Nord** (14 % en 2025 après 20 % l'an dernier et 17 % en moyenne sur la période 2011-19), de même s'agissant de l'Afrique (15 % après 21 % et 19 % en moyenne pré-crise sanitaire). **En revanche, l'Asie gagne en attractivité : 18 % des ETI ayant des projets envisagent de s'orienter vers cette région.** Une proportion en hausse de 8 points sur un an mais toujours inférieure à sa moyenne pré-covid (27 %).

Part des ETI ayant créé ou ayant l'intention de créer des filiales

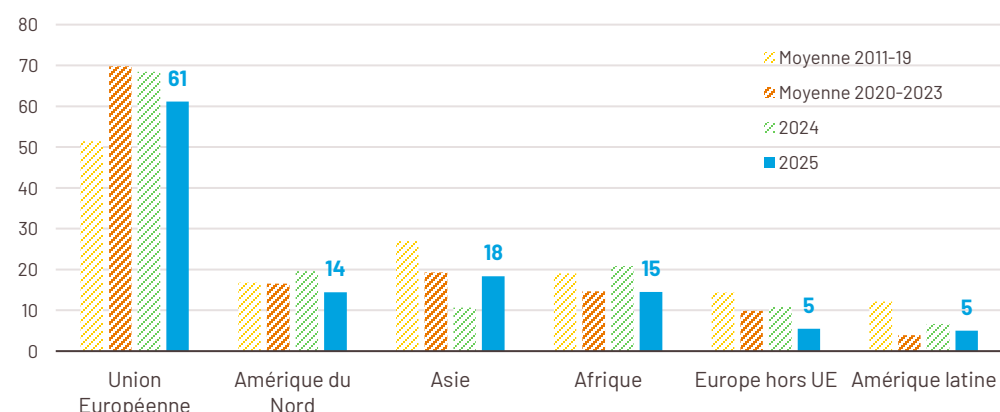
(En % de l'ensemble des ETI nationale)



Champ : Total (N = 615), échantillon redressé; Source : Bpifrance Le Lab

Répartition des ETI ayant des projets à l'étranger par zone d'implantation

(En % ETI nationales ayant des projets à l'étranger)



Champ : ETI ayant des projets à l'étranger, échantillon redressé; Source : Bpifrance Le Lab



3

**TENSIONS GÉOPOLITIQUES,
COMMERCIALES ET CONCURRENCE
INTERNATIONALE :
UN RISQUE POUR L'ACTIVITÉ
DES ETI EN 2025.**

PARMI LES RISQUES MONDIAUX, LA CYBERSÉCURITÉ ET LES TENSIONS GÉOPOLITIQUES ET COMMERCIALES SONT LES PRINCIPALES SOURCES D'INQUIÉTUDES POUR LES DIRIGEANT(E)S D'ETI.



La cybersécurité est l'une des principales sources de préoccupation des dirigeant(e)s d'ETI :

- 80 % des ETI interrogées se disent moyennement voire très inquiètes par les risques qui pèsent sur leur sécurité informatique, 23 % se disent d'ailleurs très préoccupées.
- Une inquiétude partagée avec la même intensité par toutes les ETI, quelle que soit la branche d'activité : 24 % des ETI du Commerce, Transport, Tourisme (CTT) se disent très inquiètes, contre 23 % dans l'Industrie / Construction et 20 % dans les Services autres que CTT. Le niveau d'inquiétude est également similaire quelle que soit leur taille.

L'environnement international plus incertain constitue également une source importante d'inquiétude pour les dirigeant(e)s d'ETI :

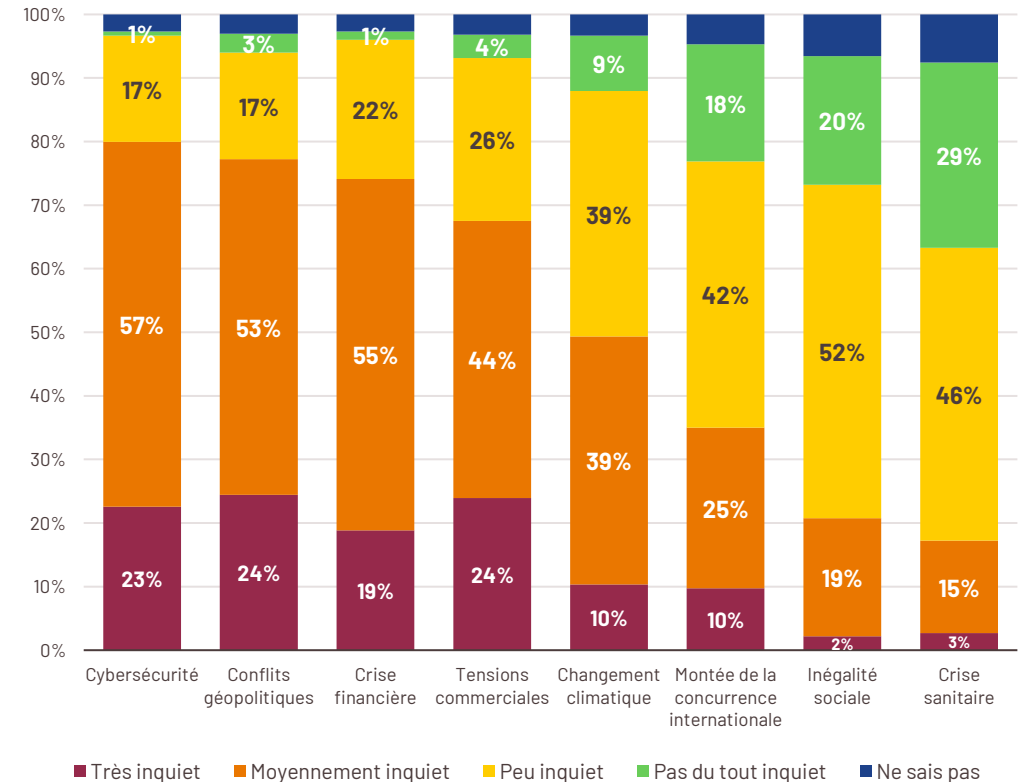
- 77 % des ETI interrogées se disent inquiètes par les conflits géopolitiques, dont 24 % fortement. En outre, 68 % sont inquiètes par les tensions commerciales, 24 % se disent très inquiètes.
- Contrairement à la cybersécurité, ces inquiétudes ne sont pas partagées avec la même intensité par toutes les ETI (cf. p. 20).

Le risque de crise financière est un peu moins cité mais inquiète tout de même près des 3/4 des dirigeants d'ETI dont un sur 5 fortement.

Le changement climatique est, quant à lui, une source d'inquiétude plus secondaire : une ETI sur deux est préoccupée par le changement climatique. Seulement 10 % se disent très préoccupées. Les ETI de l'Industrie / Construction et du CTT le sont davantage que les Services autres que CTT : respectivement 13 % et 12 % se disent très inquiètes contre 6 % dans les Services autres que CTT.

La concurrence internationale est également relativement peu citée mais est une source d'inquiétude plus forte pour les ETI industrielles et/ou internationalisées.

Inquiétudes des dirigeant(e)s d'ETI face aux risques mondiaux
(En % des ETI nationales)



Champ : Total (N = 615), échantillon redressé; Source : Bpifrance Le Lab

SI L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL FAIT PESER UN RISQUE SUR L'ACTIVITÉ DES ETI, CELLES FORTEMENT INTERNATIONALISÉES ET INNOVANTES RESTERAIENT PLUS OPTIMISTES POUR 2025.



LE CONTEXTE INTERNATIONAL EST UNE SOURCE D'INQUÊTUDE PLUS IMPORTANTE CHEZ LES ETI INDUSTRIELLES ET INTERNATIONALISÉES QUE CHEZ LES AUTRES.

Alors qu'en moyenne 24 % des ETI se disent très inquiètes par les conflits géopolitiques, cette proportion atteint 31 % chez les ETI industrielles et 32 % chez les plus internationalisées. **Le niveau d'inquiétude est davantage discriminant s'agissant des tensions commerciales.** Respectivement 35 % et 39 % des ETI industrielles et de celles les plus internationalisées sont très préoccupées, des proportions supérieures de 11 et 15 pts à la moyenne. **Les dirigeant(e)s d'ETI sont moins inquiets par la montée de la concurrence internationale** (10 % en moyenne se disent très préoccupés contre 24 % pour les tensions commerciales). **Les ETI industrielles et les plus internationalisées sont toutefois, là encore, les plus concernées** (19 % et 17 %). dans l'ensemble, **40 % des ETI se disent très inquiètes par le contexte international** (conflits géopolitiques, tensions commerciales, et/ou montée de la concurrence internationale).

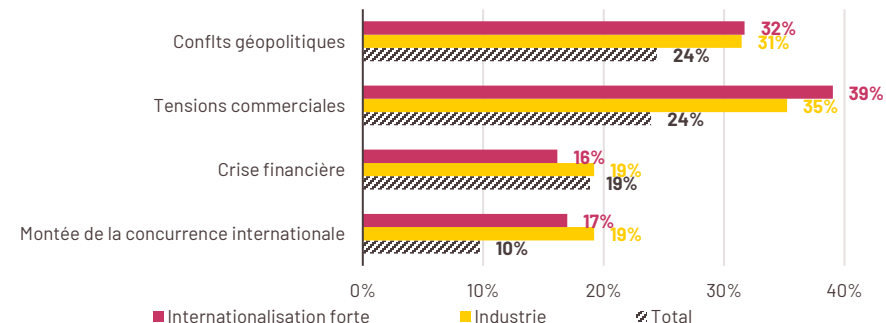
EN DÉPIT DES INQUÊTUDES, LES ETI INTERNATIONALISÉES PRÉSENTENT MALGRÉ TOUT DES PERSPECTIVES D'ACTIVITÉ PLUS FAVORABLES QUE LES AUTRES, DE MÊME QUE CELLES AYANT DES ACTIVITÉS D'INNOVATION.

Malgré l'inquiétude plus marquée chez les ETI fortement internationalisées, celles-ci présentent comme par le passé des perspectives d'activité plus favorables que leurs homologues faiblement internationalisés : le solde prévisionnel relatif à l'évolution des exportations s'élève à +11 chez les premières contre -5 pour les secondes. Le constat est le même s'agissant de l'évolution prévue de leur chiffre d'affaires global (+13 contre +4), ou encore des carnets de commandes et de la situation de trésorerie.

De même, les ETI ayant des activités d'innovation sont plus optimistes que les non-innovantes, y compris au sein de celles montrant des signes d'inquiétude quant au contexte international.

En revanche, les ETI internationalisées et celles innovantes sont plus pessimistes que la moyenne s'agissant de l'évolution de leurs investissements. Le solde prévisionnel s'élève en effet à -7 et -2 respectivement, contre -1 en moyenne pour l'ensemble des ETI. Les incertitudes rendent en effet plus difficile l'engagement dans des projets de moyen et long terme.

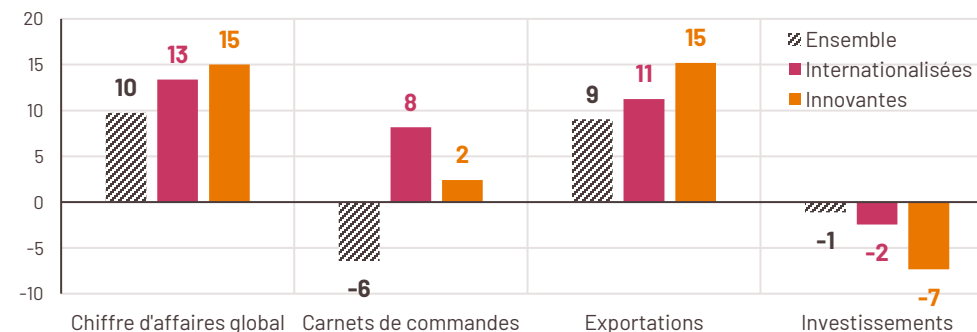
Inquiétudes des dirigeant(e)s d'ETI face aux risques mondiaux (En % des ETI qui se disent très inquiètes au sein de chaque catégorie)



Champ : Total (N = 615), échantillon redressé; Source : Bpifrance Le Lab

Note : Les ETI fortement internationalisées sont celles réalisant plus de 25 % de leur chiffre d'affaires à l'étranger.

Synthèses des indicateurs prévisionnels des ETI innovantes et de celles très internationalisées (pour 2025, solde d'opinion en %)



Champ : Échantillon redressé; Source : Bpifrance Le Lab

Note : Les ETI internationalisées sont celles réalisant plus de 25 % de leur chiffre d'affaires à l'étranger.

DANS CE CONTEXTE INTERNATIONAL PERTURBÉ, LES ETI PRÉVOIENT UN RALENTISSEMENT DE LEURS ACTIVITÉS À L'EXPORT, EN PARTICULIER LES PLUS INTERNATIONALISÉES.

EN 2025, L'ACTIVITÉ À L'EXPORT RALENTIRAIT, NOTAMMENT PARI LES ETI LES PLUS INTERNATIONALISÉES.

Si les ETI ont réalisé, en moyenne, 81 % de leur chiffre d'affaires en France (part relativement stable depuis 2011), les exportations ont été une source d'activité pour 47 % d'entre elles.

Elles sont plus nombreuses à ne pas avoir atteint leurs objectifs à l'export en 2024 par rapport à l'année précédente. En 2025, l'activité à l'export ralentirait de nouveau. À +9, le solde d'opinion s'est replié de 13 points et s'établit ainsi à un niveau nettement inférieur à sa moyenne historique (+27). L'activité à l'export ralentirait le plus fortement pour les ETI les plus internationalisées: l'indicateur prévisionnel perd 22 points sur un an et rejoint +11 pour les ETI réalisant plus de 25 % de leur CA à l'étranger. Il se replie de 12 points pour celles y réalisant de 5 % à 25 % (solde à +13). Le recul n'est que de 2 points pour les moins tournées vers l'international (mois de 5 % du CA, solde à -5 après -3 en 2024).

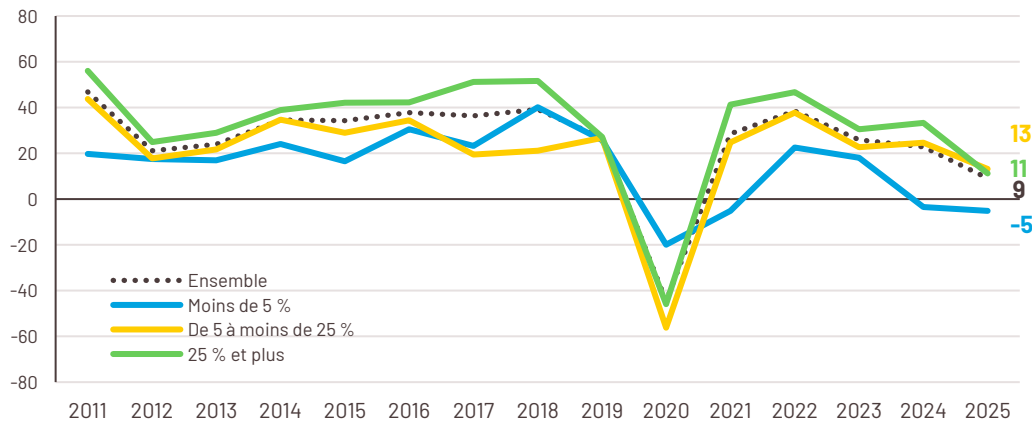
LE RALENTISSEMENT CONCERNERAIT L'ENSEMBLE DES MARCHÉS

Parmi les ETI ayant des activités à l'export, la part du CA réalisé à l'étranger était en moyenne de 37 % en 2024 (part stable depuis 2011), dont un peu plus de 19 % provenant des activités avec les pays de l'Union européenne (UE) et près de 18 % issu des activités avec les pays en dehors de l'Union.

En 2025, les ETI prévoient un ralentissement de leurs activités à l'étranger et ce, quel que soit le marché. L'indicateur prévisionnel relatif au marché européen perd 2 points (à +6) et celui relatif au marché hors UE perd 4 points (à +6), soit des niveaux inférieurs à leur moyenne sur 2015-2024 (+11 et +12 respectivement). Le ralentissement serait toutefois un peu moins prononcé que sur le marché domestique.

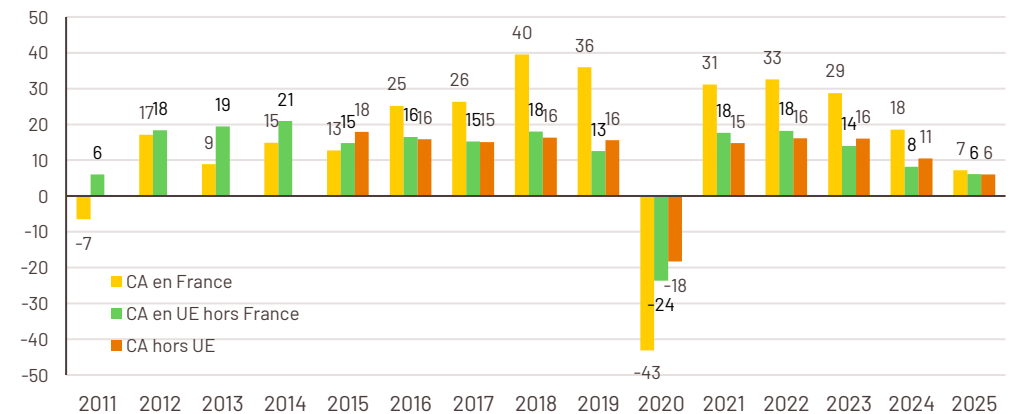
Comme en 2024, les ETI les plus exportatrices (réalisant au moins 25 % de leur CA à l'international) **anticipent une dégradation plus forte de leur activité sur le marché européen** (-12 points) que sur les marchés en-dehors de l'UE (-8 points).

Indicateur prévisionnel de l'activité à l'exportation
(solde d'opinion pour l'année en cours en %)



Champ : Total (N = 615), échantillon redressé; Source : Bpifrance Le Lab

Evolution prévue du CA pour l'année en cours par zone géographique
(solde d'opinion en %)



Champ : Total (N = 615), échantillon redressé; Source : Bpifrance Le Lab



4

SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX INDICATEURS

TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DES INDICATEURS PRÉVISIONNELS POUR L'ANNÉE EN COURS

CHIFFRE D'AFFAIRES

Moyenne 2011-2024 2024 2025 Evolution / 2024

EFFECTIFS EN FRANCE

Moyenne 2011-2024 2024 2025 Evolution / 2024

INVESTISSEMENTS

Moyenne 2011-2024 2024 2025 Evolution / 2024

	Moyenne 2011-2024	2024	2025	Evolution / 2024	Moyenne 2011-2024	2024	2025	Evolution / 2024	Moyenne 2011-2024	2024	2025	Evolution / 2024
Ensemble des ETI	30	30	10	📉	21	26	7	📉	19	10	-1	📉
Taille												
< 250 salariés	14	-2	-6	📉	18	17	3	📉	17	12	-4	📉
De 250 à moins de 500 salariés	25	30	5	📉	16	21	9	📉	17	10	1	📉
De 500 à moins de 5000 salariés	40	40	19	📉	26	32	8	📉	22	9	-2	📉
Secteur												
Industrie / Construction	30	16	8	📉	17	17	8	📉	19	8	-11	📉
Commerce / Transports / Tourisme	23	26	3	📉	17	24	1	📉	16	9	1	📉
Autres services	38	46	22	📉	29	35	15	📉	24	12	10	📉
Part du CA réalisé à l'international												
Moins de 5 %	26	28	4	📉	20	28	7	📉	17	9	-2	📉
5 % à moins de 25 %	34	24	19	📉	27	25	8	📉	23	8	1	📉
25 % et plus	39	37	13	📉	20	22	8	📉	22	14	-2	📉
Caractère innovant de l'ETI												
Innovantes	38	33	15	📉	27	28	11	📉	25	15	-7	📉
Non-innovantes	20	26	4	📉	14	23	3	📉	12	4	5	📈
Statut du capital												
Non patrimoniale	27	34	19	📉	18	25	15	📉	18	13	1	📉
Patrimoniale	23	26	3	📉	20	26	2	📉	17	7	-3	📉



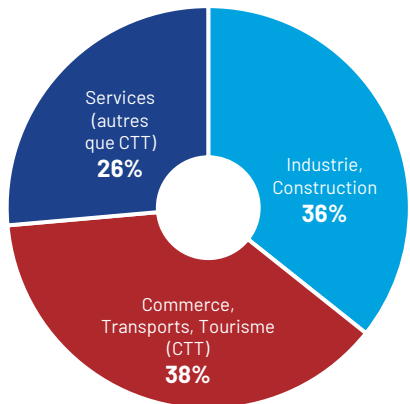
5

PORTRAIT DES ETI FRANÇAISES

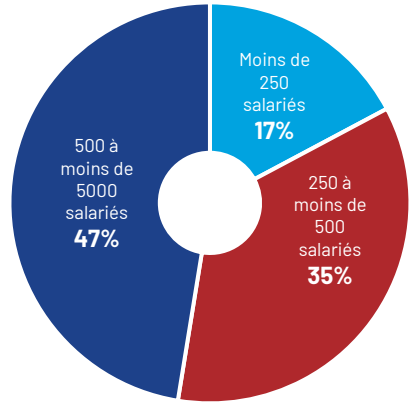
**DES ENTREPRISES INNOVANTES
ET INTERNATIONALISÉES**

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES ETI

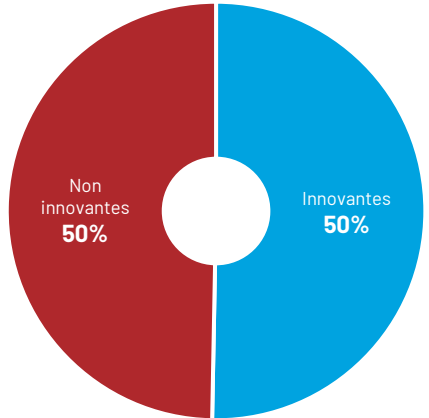
Répartition des ETI par secteur d'activité



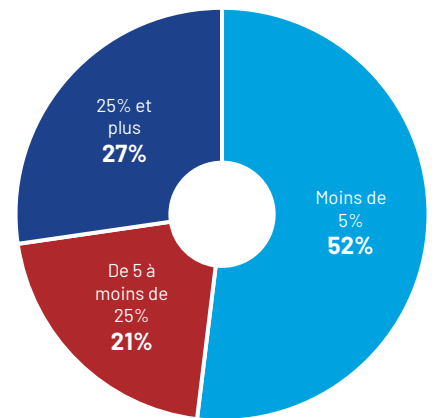
Répartition des ETI par taille



Répartition des ETI selon son caractère innovant



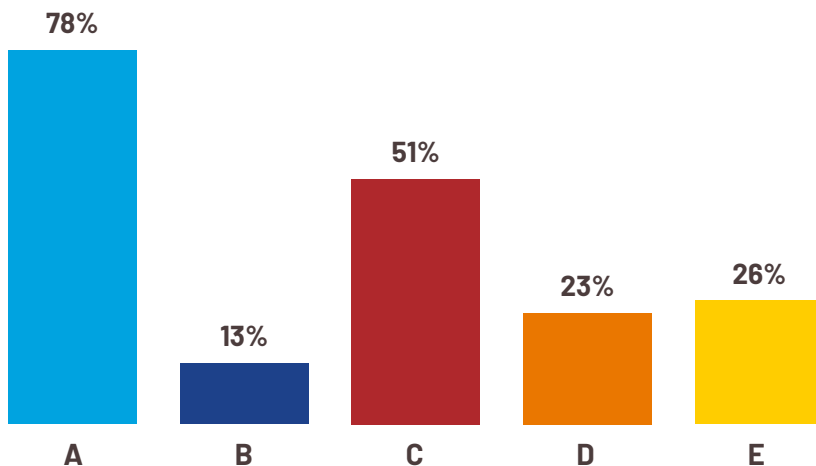
Répartition des ETI selon la part du chiffre d'affaires réalisé à l'étranger



Une ETI est qualifiée d'« innovante » si elle a réalisé au moins l'une des cinq actions d'innovations suivantes au cours des 3 dernières années :

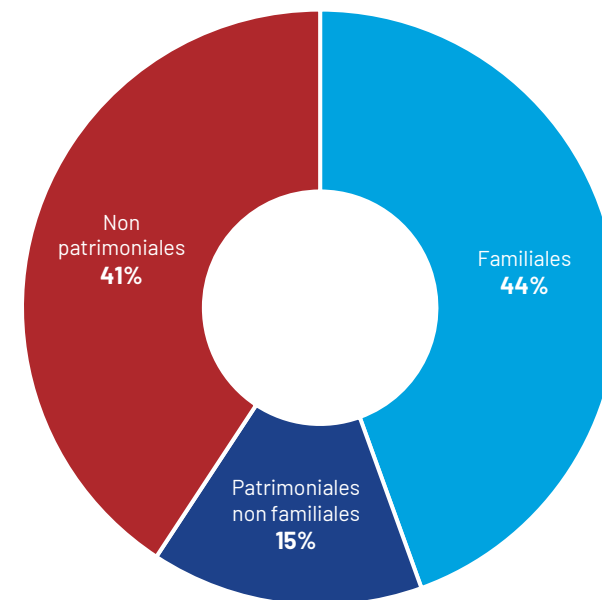
- A. Financé des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruté du personnel de R&D.
- B. Acquis une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie
- C. Déposé un brevet, une marque, un dessin ou un modèle
- D. Développement pour le compte d'un tiers d'un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré
- E. Commercialisé un nouveau produit, bien ou service (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits déjà existants), ou utilisé un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation, ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'était déjà utilisé ou commercialisé par des concurrents.

Répartition des ETI innovantes selon les actions d'innovation menées
(en pourcentage de l'ensemble des ETI interrogées)



Champ : Total (N = 615), échantillon redressé; Source : Bpifrance Le Lab

Répartition des ETI selon leur caractère patrimonial
(en pourcentage de l'ensemble des ETI interrogées)



Champ : Total (N = 615), échantillon redressé; Source : Bpifrance Le Lab

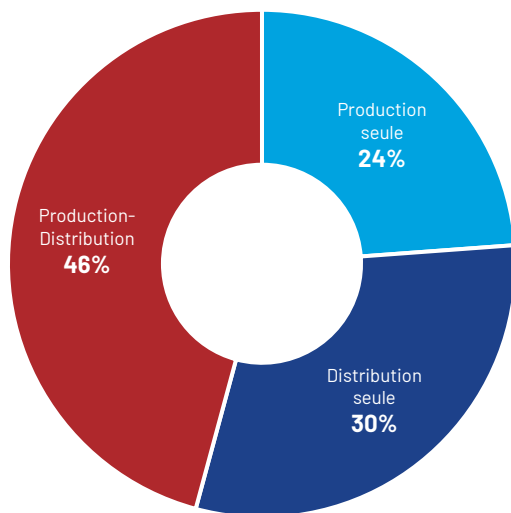
59 % des ETI sont des entreprises « patrimoniales », leur capital étant détenu à 50 % et plus par des personnes physiques nommément connues. Parmi ces ETI, 75 % ont leur capital détenu par une seule personne, ou des personnes ayant un lien de parenté, elles sont dites « familiales ». Ces entreprises familiales représentent 44 % de l'ensemble des ETI. **Selon le niveau de contrôle du capital par ces personnes, le caractère patrimonial de ces ETI est plus ou moins prononcé** : 55 % des ETI patrimoniales sont détenues à 100 % par des personnes physiques nommément connues, et 45 % ont leur capital détenu à hauteur de 50 % à moins de 100 % par des personnes physiques.

UNE PART NON NÉGLIGEABLE DE L'ACTIVITÉ DES ETI EST RÉALISÉE À L'ÉTRANGER, NOTAMMENT EN UE

34 % DES ETI INTERROGÉES ONT AU MOINS UNE FILIALE À L'ÉTRANGER

Ces ETI ont en moyenne 5 filiales implantées à l'étranger, avec une forte hétérogénéité selon le degré d'internationalisation : 2 filiales en moyenne pour les ETI réalisant moins de 5 % de leur chiffre d'affaires à l'étranger contre 7 filiales en moyenne pour celles y réalisant plus de 25 %. Ainsi, les ETI françaises ont en moyenne 11 % de leurs effectifs totaux basés à l'étranger. **Parmi ces ETI détenant au moins une filiale, 28 % détiennent une ou plusieurs filiales de production seule et 49 % des filiales ayant des activités à la fois de production et de distribution.**

Répartition des ETI selon le type de filiale
(en pourcentage des ETI ayant une ou plusieurs filiales à l'étranger)

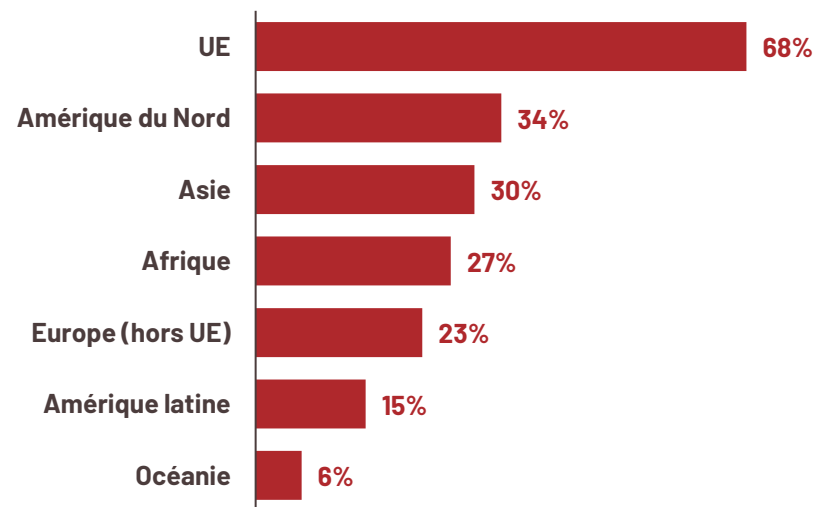


Échantillon redressé; Source : Bpifrance Le Lab

PLUS DE 2 ETI SUR 3 AYANT DES FILIALES À L'ÉTRANGER SONT IMPLANTÉES EN UE

Parmi les ETI ayant une activité à l'étranger (filiales ou export), le chiffre d'affaires réalisés sur le marché de l'UE (hors France) représente en moyenne 19 % du chiffre d'affaires total. Les ETI sont également implantées hors de l'UE, notamment en Amérique du Nord (34 % des ETI ayant une ou plusieurs filiales à l'étranger) et en Asie (30 %).

Zone d'implantation des ETI à l'étranger
(en pourcentage des ETI ayant une ou plusieurs filiales à l'étranger)



Échantillon redressé; Source : Bpifrance Le Lab

CONTACTS

ecobpifrance@bpifrance.fr



lelab.bpifrance.fr



www.x.com/BpifranceLeLab



Sabrina EL KASMI

Responsable du pôle Conjoncture-Macroéconomie-Risque pays, **Bpifrance**
sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Thomas LABOUREAU

Macroéconomiste-conjoncturiste, **Bpifrance**
thomas.laboureau@bpifrance.fr

LE LAB

bpifrance